LE RÔLE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET DES SOCIÉTÉS D'IMPACT SOCIÉTAL FACE AUX GRANDS DÉFIS SOCIÉTAUX

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Travail et de l'Emploi

IMS LUXEMBOURG
Inspiring More Sustainability

Table des matières

AVANT-PROPOS 3

1. L'ESS, une économie à visée sociétale 3
2. Un modèle économique en développement 4
3. Des disparités d'approche 5
4. Un cadre favorable au Luxembourg 6
5. Le défi du changement d'échelle au Luxembourg 7

FOCUS GROUP 11

1. Publics 11

Les séniors 11

Les handicapés 11

Réfugiés/migrants 12

Les mal, logés 12

Les personnes à faible niveau de qualification professionnelle et/ou en reconversion professionnelle 12

Producteurs/consommateurs 12

2. Défis sociétaux/enjeux 12

Adapter la société au vieillissement 12

Réussir l'inclusion des handicapés dans la société 13

Réussir l'insertion professionnelle et sociale des migrants/réfugiés 14

Rendre le logement accessible 14

Accompagner les mutations économiques – Digital/Intelligence Artificielle 15

Former pour accompagner la croissance économique 16

Lutter contre le gaspillage alimentaire, produire plus et mieux. 17

Mettre en œuvre une meilleure gestion des déchets 17

3. ESS et transformations sociales/sociétales 18

L'Economie Sociale et Solidaire et les enjeux du vieillissement 19

L'Economie Sociale et Solidaire et l'inclusion des handicapés dans la société 19

L'Economie Sociale et Solidaire et l'insertion des migrants/réfugiés 20

L'Economie Sociale et Solidaire et les enjeux du logement 20

L'Economie sociale et solidaire et les mutations économiques (Digital/IA) 21

L'Economie sociale et solidaire et les enjeux de la formation 21

L'Economie sociale et solidaire et les enjeux de l'alimentation et de La lutte contre le gaspillage alimentaire 22

L'Economie sociale et solidaire et les enjeux de la gestion des déchets 24

SYNTHESE 26

AVANT-PROPOS

1. L'ESS, une économie à visée sociétale

L'Economie Sociale et Solidaire (ESS) regroupe un ensemble de structures qui reposent sur des valeurs au premier rang desquelles leur finalité sociale. Leurs activités excluent l'enrichissement personnel au profit du partage et de la solidarité pour une économie respectueuse de l'homme et de son environnement.

Lors du Forum économique de Davos en 2009, Muhammad Yunus [1] a donné une définition de l'économie sociale[2] au travers de 7 principes. Ces derniers sont largement partagés par les différents acteurs de l'ESS et viennent préciser l'approche globale de ce concept.

Le secteur de l'économie sociale et solidaire apparaît aujourd'hui comme en pleine évolution et à la pointe de l'innovation sociale. Formidable outil de développement durable, il est une alternative aux défis posés par les différents enjeux sociétaux. Cette évolution a été marquée par l'émergence, à la fin des années 1980, des deux côtés de l'Atlantique, de l'entrepreneuriat social, mouvement suscitant ces dernières années de plus en plus l'intérêt des acteurs politiques.

L'économie sociale et solidaire ouvre aujourd'hui une voie nouvelle à un entrepreneuriat où se conjuguent efficacité économique et utilité sociale, liberté et solidarité.

Les entreprises sociales apportent dès lors des réponses concrètes et novatrices aux besoins sociaux et/ou fondamentaux des personnes en combinant le sens de l'intérêt général, la performance et l'efficacité de la sphère économique avec la mobilisation et l'innovation des citoyens.

Pour qualifier la contribution des structures de l'économie sociale - dites encore d'utilité publique - aux bénéficiaires et à la société, le terme d'impact social est le plus souvent usité.

---

[1] Prix Nobel de la paix

[2] Les 7 principes :

- L'entreprise a pour objectif la suppression de la pauvreté ou de s'attaquer à des problèmes sociaux dans le domaine de la santé, de l'éducation, de l'accès à la technologie ou de l'environnement. Son objectif n'est donc pas la maximisation du profit.
- L'entreprise doit assurer sa viabilité financière et économique.
- Aucun dividende n'est distribué, les investisseurs ne récupèrent que leur investissement.
- Lorsque les montants investis sont remboursés, les profits sont réinvestis dans l'entreprise afin qu'elle puisse s'améliorer et s'agrandir.
- L'entreprise se doit de respecter l'environnement
- La main d'œuvre doit obtenir le salaire du marché et de meilleures conditions de travail.
- … Le faire dans la joie.

2. Un modèle économique en développement

L'économie sociale et solidaire est un modèle en développement qui contribue à l'humanisation et la socialisation de l'économie par sa capacité à intégrer dans sa finalité des dimensions sociale.

Une entreprise créée sur quatre en Europe serait une entreprise sociale[3].

Si l'économie sociale et solidaire n'est pas clairement citée dans la Stratégie « Europe 2020 », elle est néanmoins clairement reconnue comme l'un des leviers pouvant contribuer à promouvoir une « croissance intelligente, durable et inclusive».

En effet la stratégie Europe 2020 s'organise autour de trois grands axes :

1. Une croissance intelligente - pour « développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation » - ;
2. Une croissance durable - pour « promouvoir une économie plus efficace dans l'utilisation des ressources, plus verte, et plus compétitive » - ;
3. Une croissance inclusive - pour « encourager une économie à fort taux d'emploi favorisant la cohésion sociale et territoriale » -.

La Commission européenne a établi_ cinq objectifs pour 2020 et propose sept initiatives pour accompagner cette stratégie de croissance.

C'est notamment au travers de deux de ces initiatives « Une union pour l'innovation » [4] et « Une plateforme européenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale »[5] que s'offrent à l'ESS des potentiels de développement.

Un soutien spécifique à l'économie sociale et solidaire a été mis en œuvre de la part des institutions européennes dans le cadre de l'initiative pour l'entrepreneuriat social, lancée en 2011, visant à améliorer la situation sur le terrain des entreprises sociales. Dans ce cadre un groupe d'experts pour l'entrepreneuriat social –«GECES » a été mis en place[6].

Depuis, le secteur de l'économie sociale et solidaire n'a pas cessé de croître. Il est soutenu dans le cadre de la politique de cohésion et par certains programmes sectoriels[7].Le poids de l'ESS dans l'économie européenne représente aujourd'hui :

- Près de 10 % du PIB
- 6,3 % de la population active
- 13,6 millions d'emplois
- 28 millions d'entreprises
- 25 % des entreprises nouvelles créées chaque année au sein de l'Union européenne (1/3 en Finlande, France et Belgique).

[3] Terjesen, Lepoutre, Justo et Bosma, Global Entrepreneurship Monitor Report on Social Entrepreneurship, 2011.

[4] Cette initiative inclut l'innovation sociale, caractéristique essentielle de l'économie sociale et solidaire à même de répondre aux grands défis sociaux/sociétaux

[5] Une initiative qui vise à favoriser la cohésion économique, sociale et territoriale.

[6] Le groupe (GECES)

[7] Programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale -EaSI -

L'emploi dans l'ESS a enregistré une croissance de 23 % en une dizaine d'années au niveau européen[8]

Enfin, les 17 objectifs de développement durable (ODD) et leurs 169 cibles comprises dans le programme de développement durable à l'horizon 2030, fournissent un cadre visant à mettre fin à toutes les formes de pauvreté, à combattre les inégalités et à lutter contre le changement climatique, en veillant à ne laisser personne de côté. Ce cadre offre à l'ESS des potentialités de développement considérables.

3. Des disparités d'approche

L'économie sociale et solidaire (ESS) regroupe des organisations très diverses et la définition exacte de son périmètre fait encore l'objet de débats.

La Commission européenne a défini l'entreprise sociale comme *"une entreprise dont le principal objectif est d'avoir une incidence sociale plutôt que de générer du profit pour ses propriétaires ou ses partenaires. Elle opère sur le marché en fournissant des biens et des services de façon entrepreneuriale et innovante et elle utilise ses excédents principalement à des fins sociales. Elle est soumise à une gestion responsable et transparente, notamment en associant ses employés, ses clients et les parties prenantes concernées par ses activités économiques"*.

L'Europe conçoit l'économie sociale et solidaire comme une réelle alternative au modèle capitalistique tout en revendiquant un état providence fort à même d'apporter des réponses aux grands défis sociaux.

Au sein de l'UE la définition et les caractéristiques du secteur de l'économie sociale et solidaire diffèrent d'un Etat membre à un autre. que ce soit en termes de poids économique ou de cadre juridique.

De même, L'entreprise sociale revêt une pluralité de finalités et de formes juridiques. Elle couvre des secteurs d'activités différents, avec des tailles différentes complexifiant l'évaluation de son poids, ou encore de sa contribution à l'efficience des politiques publiques.

Dans la majorité des États européens, l'économie sociale et solidaire n'est pas véritablement reconnue sur le plan légal. Néanmoins, ses principales composantes (les associations, les coopératives, les fondations et les Mutuelles) font le plus souvent l'objet d'un encadrement législatif particulier même si ce dernier diverge d'un pays à l'autre.

Seuls certains pays européens disposent d'une loi-cadre sur l'économie sociale et solidaire. L'Espagne et la Grèce depuis 2011, la Belgique où ses trois régions ont adopté une législation entre 2008 et 2013, le Portugal depuis 2013, la France en juillet 2014.

[8] Selon le rapport du Conseil Economique et Social Européen « Recent evolutions of the social economy in the EU » de 2017

Pourtant précurseur en matière d'économie sociale avec ses coopératives, l'Italie ne dispose pas, elle, de loi-cadre.

.

4. Un cadre favorable au Luxembourg

Au moment où se pose la question d'une approche institutionnaliste de l'ESS afin d'en préciser la nature et le rôle, le Luxembourg, l'un des rares pays européens à disposer d'un ministère spécifiquement dédié à l'économie sociale et solidaire depuis 2009, a adopté en 2016 une loi créant le statut de société d'impact sociétal – la SIS –.

Cette loi donne à l'entreprenariat social et solidaire *« un cadre juridique et fiscal propice à la création et au développement de structures adaptées à un tel entrepreneuriat »*.

Jusqu'alors l'économie sociale et solidaire était au Luxembourg majoritairement constituée de structures revêtant la forme d'ASBL, fondations et sociétés coopératives.

Le statut SIS est à la fois destiné tant aux organisations existantes, constituées sous la forme d'une ASBL, d'une fondation ou d'une coopérative, qu'aux porteurs de projets qui souhaitent lancer des activités socialement innovantes.

Le régime de la SIS vise à garantir non seulement la bonne gestion financière des entreprises de l'économie sociale et solidaire, mais également la primauté de la finalité sociale ou sociétale sur la distribution de bénéfices. Des avantages fiscaux conséquents sont attribués à ce type d'entreprise.

Cadre juridique particulièrement novateur en Europe, il est à relever pour les structures qui bénéficient du statut de SIS, l'obligation de produire annuellement, à destination des associés, un ***« rapport d'impact extra-financier »*** détaillant la mise en œuvre des indicateurs de performance (fondement de l'agrément en tant que société à impact sociétal).

La première SIS créée, **« 6zero1 »**, soutient des entrepreneurs qui contribuent à résoudre des problèmes sociaux et sociétaux dans des domaines tels que le logement social, le vieillissement de la population, l'amélioration des conditions de vie, le handicap, etc...

Les autres SIS qui ont suivi, se sont lancées dans des secteurs très divers, tels que : les media (magazine d'informations sur un monde plus durable, 4X3 SàRL), la commercialisation de produits locaux luxembourgeois ou à économie responsable (CPTL SC, Elisabeth inclusion), ou encore le coaching des jeunes à la recherche d'une formation ou d'un emploi (Youth1Work SàRL).

Au 12 décembre 2018 étaient recensées 15 SIS au Luxembourg. Même si des formes d'organisations spécifiques à l'économie sociale et solidaire existent dans

certains pays européens[9], aucune forme d'organisation ni statut n'est aujourd'hui comparable à celui de la SIS[10].

Alors que l'économie sociale et solidaire n'est pas représentée en tant que telle au sein du Conseil de l'Union européenne, c'est au travers de la présidence luxembourgeoise[11] que l'accent a été mis sur cette thématique et qu'une place spécifique lui a été accordée.

Le Luxembourg marque au travers de ses accords de coalition une réelle volonté de faire participer l'économie sociale et solidaire aux activités économiques telles que l'économie circulaire, la digitalisation, la « silver economy ».

5. Le défi du changement d'échelle au Luxembourg

En 2012, au Luxembourg on comptait 33 490 entreprises parmi lesquelles ont pu être identifiées 1 064 entreprises sociales (3.2% du total).

De 2010 à 2012 le nombre d'entreprises de l'économie sociale et solidaire s'est accru en moyenne de 3,4 % par an alors que sur la même période le nombre total d'entreprises a connu une croissance de 3,2 %.

La part des salariés dans l'économie sociale est passé de 4,5 % en 2000 à 8 % en 2005[12].

Le statut (SIS) du fait de sa spécificité constitue un véritable levier pour accompagner la croissance de l'économie sociale et solidaire au Luxembourg dans un cadre européen favorable.

Toute proportion gardée au regard de la population active du Luxembourg, relevons au niveau européen l'exemple de la Grande-Bretagne qui a enregistré la création de plus de 3 000 CIC (Community Interest Company) depuis 2005 sachant que ce statut n'est pas comparable à celui, plus attractif, de la SIS.

Aujourd'hui la part exacte de l'ESS au Luxembourg est difficilement quantifiable, une estimation de 40 000 personnes qui œuvreraient dans des secteurs de l'ESS comme l'environnement, la santé, l'aide à la personne, le social...est évoquée.[13] Selon l'institut national de la statistique et des études économiques les entreprises sociales sont une réalité florissante dans l'économie luxembourgeoise (entre 2000 et 2012, le nombre d'entreprises sociales a augmenté de 44 %, avec une progression annuelle d'environ 3,4 %).[14]

Les domaines d'activités ainsi que les champs d'interventions de l'ESS évoluent en fonction de la demande.

[9] Les Scop, la SIC...pour la France, ou encore Les sociedades laborales en Espagne, les misericórdias au Portugal,

[10] Guide et tableau comparatif des Sociétés à Impact Sociétal (ULLES et MTEESS du Luxembourg)

[11] en juillet 2015,

[12] Un passage de 10 894 salariés à 27 750 (source Statec)

[13] Chiffre évoqué par Serge Allegrezza, du Statec (Institut national de la statistique et des études économiques)

[14] Statec : « Rapport sur les entreprises sociales au Luxembourg

Aujourd'hui la tendance est à des projets de moindre dimension notamment dans l'investissement durable, en tout cas c'est le constat porté par la société Innpact.

Le gouvernement luxembourgeois a la volonté de mettre en œuvre une politique qui favorise de nouvelles initiatives pour accompagner et accélérer la création d'entreprises sociales et solidaires.

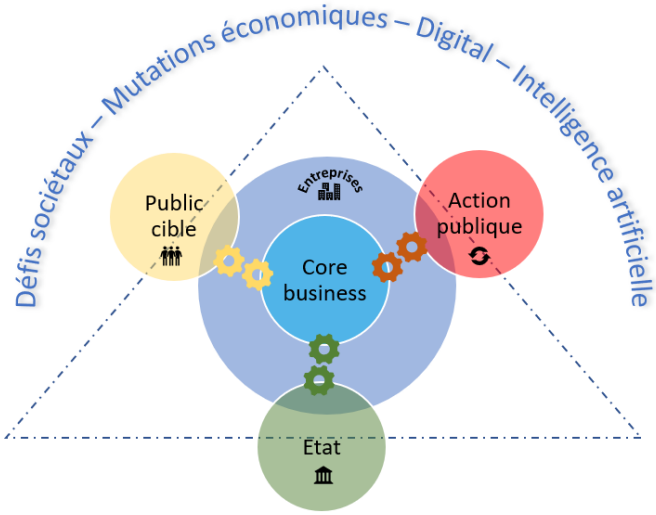
En ce sens, fort d'un ministère dédié à l'économie sociale et solidaire et d'une loi créant les sociétés d'impact sociétal (SIS), le Grand-Duché du Luxembourg s'interroge aujourd'hui sur :

- Le rôle de l'économie sociale et solidaire et des sociétés d'impact sociétal face aux grands défis sociétaux du pays,
- Les potentiels de développement auprès des Sociétés à Impact Sociétal.

Si la SIS peut être regardée comme un concept d'entreprise, utilisant ses profits pour produire une valeur ajoutée "sociale", il s'agit au-delà, pour le Luxembourg d'identifier les freins et leviers permettant aux entreprises de s'impliquer davantage dans l'économie sociale et solidaire.

Un changement d'échelle en passant de petites actions en marge des activités traditionnelles des entreprises à l'intégration de l'impact social dans leur « core » business induirait des effets de taille plus importante.

Un tel changement implique d'innover en matière d'articulations entre politiques publiques et économie sociale et solidaire. Il est nécessaire de sortir du schéma traditionnel où s'opposent l'état-providence et une économie sociale et solidaire supplétive de l'action publique.
De même, le seul cadre conceptuel d'une complémentarité entre ces deux acteurs ne peut suffire à engendrer un entreprenariat social où l'efficacité économique est placée au service de l'intérêt général.



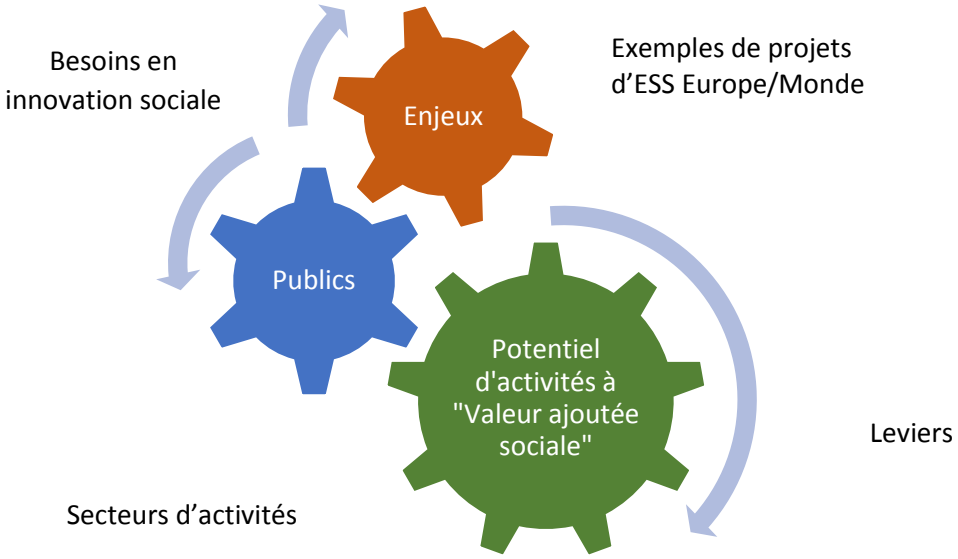
Les politiques publiques établies tracent des grandes lignes de possibles mais subsistent des questionnements pour identifier et accompagner les potentiels de

développement d'une économie sociale et solidaire économiquement suffisante à elle-même au Luxembourg.

- Quels sont les publics concernés ?
- Quels sont les grands défis sociétaux pour lesquels les entreprises seraient à même de s'investir, de quelle manière, avec quel impact social ?
- Comment mieux impliquer les entreprises dans le champ de l'économie sociale et solidaire (quels freins existent, quels sont les leviers à utiliser) ?
- Quelles sont les grandes mutations qui se dessinent, les métiers de demain et les emplois potentiels dans l'économie sociale et solidaire ?
- Et transversalement quels sont les dispositifs, à renforcer, inventer pour accroître le poids de l'économie sociale et solidaire au Luxembourg ?
- Comment améliorer, renforcer l'accès au financement pour l'économie sociale et solidaire ?

Un préalable consisterait en une identification des publics cibles ainsi que des enjeux et défis sociétaux qui mettrait ainsi en exergue les besoins en matière d'innovation sociale.

Le recoupement des données relatives aux publics et enjeux combiné à une approche par l'exemple au travers de projets portés par l'ESS (en Europe et dans le monde) conduirait à un focus pertinent sur le potentiel de développement d'activités à valeur ajoutée sociale au Luxembourg.



Ces activités portées notamment par des SIS seraient créatrices d'emplois et permettaient au secteur de l'économie sociale et solidaire de contribuer plus

activement à l’économie du pays en intégrant les dimensions sociales nécessaires en réponse aux défis sociétaux.

FOCUS GROUP

Le 12 décembre 2018, s'est tenue une séance de travail au Ministère du travail et de l'économie sociale et solidaire à l'initiative d'IMS.

Ce focus group était composé de 10 participants : équipe IMS, membres du Ministère du Travail et de l'économie sociale et solidaire (**Nadine MULLER et Jacques BROSIUS**), **Jean-Christophe BURKEL** de l'ULESS, et 4 CEOs d'entreprises qui ont positivement répondu à la démarche : **Christiane Wickler (Pall center), Benoit Lespagnol (Buderus), Pascal Rogé (Onet) et Dave Lefevre (Coeba).**

La réunion était animée par les experts consultants du cabinet Partula Consultants (conseil en stratégie et ESS) et **Jean Bernou** (ex. CEO Mac Cain, aujourd'hui consultant en ESS).

Pour compléter cette réunion, des entretiens individuels ont été menés avec **Corinne MOTITOR *(Innpact),* Willy De Jong *(Elisabeth),* Christiane Wickler *(Pall center),* Benoit Lespagnol *(Buderus)* et *Pascal Rogé (Onet)*** et **Gilles HEMPEL** (***AIS – Agence Immobilière Sociale).***

Les CEOs et participants ont identifié les publics cibles qui se situent au cœur des défis sociétaux tels le vieillissement de la population, le handicap, l'accessibilité au logement, la question des ressources alimentaires (production/gaspillage...), les mutations sociétales liées notamment au digital, à l'intelligence artificielle.

La contribution d'acteurs de l'ESS dans des dynamiques d'innovation sociale serait de nature à répondre à différents enjeux.

1. Publics

Les séniors

Comme de nombreux pays, la population luxembourgeoise vieillit[15], résultante d'une baisse de la natalité [16] et d'un allongement de la durée de vie.

Les séniors constitueront dans les années à venir une population à fort taux de dépendance, et il est à relever que parmi eux un nouveau public se fait de plus en plus nombreux, il s'agit des « sans-abris séniors ».

Les handicapés

4 000 personnes résidentes au Luxembourg sont reconnues « salariés handicapés » ou « salariés handicapés à capacités réduites », 22 % des demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM sont en situation de handicap.

[15] 'D'ici 2060, les plus de 65 ans représenteront 26,4 %, soit un taux de dépendance rapporté à la population active qui passera à 45 %

[16] Au Luxembourg un faible taux de natalité (autour de 1,39 enfant par femme)

Plus globalement le Luxembourg compterait environ 55 000[17] personnes en situation de handicap.

Réfugiés/migrants

En 2017, les autorités ont recensé 2 322 réfugiés/migrants, contre 2 035 l'année précédente et 2 447 en 2015 provenant essentiellement de Syrie, Erythrée, Maroc, Serbie.

Les mal, logés

Les Luxembourgeois, les travailleurs frontaliers et les habitants liés aux flux migratoires ont de plus en plus souvent des difficultés à trouver un logement. La rareté des biens rend de plus leur prix inaccessible tant en acquisition qu'en location.

Le phénomène est accentué pour les jeunes issus de formations courtes (Bac technique) en quête d'autonomie (au travers de petits logements type studio) à la fin de leurs études et qui ne trouvent pas des studios à prix adaptés, pointe l'un des CEOs.

Il en est de même pour les réfugiés malgré l'existence de foyers et/ou des initiatives de l'économie sociale et solidaire en ce domaine[18].

Les personnes à faible niveau de qualification professionnelle et/ou en reconversion professionnelle

Les personnes à faible niveau de qualification, qu'elles soient luxembourgeoises, frontalières ou encore migrantes/réfugiées doivent acquérir davantage ou de nouvelles compétences pour s'insérer durablement dans le monde professionnel.

Pour d'autres, des reconversions professionnelles sont inéluctables au regard de grandes mutations économiques (digitalisation, Intelligence Artificielle...). Certains salariés du monde bancaire sont directement concernés et devront se former aux évolutions de leurs métiers et/ou se reconvertir en d'autres professions.

Producteurs/consommateurs

Les producteurs et consommateurs luxembourgeois sont au cœur des enjeux de développement durable. Produire mieux, gaspiller moins, nécessite d'impliquer l'ensemble des parties prenantes dans l'élaboration de stratégie d'économie circulaire, de lutte contre le gaspillage.

2. Défis sociétaux/enjeux

Adapter la société au vieillissement

L'adaptation de la société au vieillissement est un véritable défi. Les revenus disponibles des séniors sont très divers et il s'agit tant de répondre à de nouveaux besoins que d'éviter que l'offre en produits et services de la « Silver Économy » ne s'adresse qu'aux catégories les plus solvables des séniors.

[17] Chiffre bien supérieur en fonction des sources et de la typologie de handicap retenu pour le recensement
[18] Exemple « Caritas »

Une approche un peu plus précise de la problématique du vieillissement permet de pointer un risque de prise en charge de moindre qualité.

Par ailleurs l'un des CEOs met en exergue la problématique du financement de la prise en charge des personnes âgées, du fait que les familles refusent de plus en plus de payer pour leurs ainés.

De même il pointe une nouvelle typologie de public : « les séniors sans-abris. »

Il souligne également l'augmentation du nombre de « burn out » chez le personnel soignant qui se trouve en sous-effectif par rapport au nombre de personnes âgées à prendre en charge.

Ces derniers éléments induisent des problématiques de recrutement, de formation des personnels et de financement.

La politique volontariste du gouvernement Luxembourgeois de faire participer l'économie sociale et solidaire aux activités économiques d'une filière « Silver Economy » nécessite d'être accompagnée par l'identification de potentialités sur ce champ.

Réussir l'inclusion des handicapés dans la société

Dans le cadre de l'accord de coalition, le Luxembourg marque une réelle volonté de permettre à tous la participation libre et autonome à la vie en société. En ce sens, des efforts notamment en terme d'accessibilité sont mis en œuvre et doivent être amplifiés.[19]

Les premiers freins sont d'ordres psychologiques liés à une perception inconsciente stéréotypée du handicap de la part de la société. L'insertion et la mixité constituent par ailleurs d'autres freins non négligeables, même si de gros efforts sont fait en ce sens au Luxembourg.

Pour ce qui relève de l'accès à l'emploi, l'accès des personnes handicapées à la formation constitue le moyen le plus sûr pour leur permettre d'acquérir des compétences recherchées sur le marché du travail et adaptées aux besoins des entreprises.

Le Luxembourg est passé ces dernières années d'une perception des personnes en situation de handicap comme des personnes ayant besoin d'aide et de protection vers une perception en tant que membres actifs de la société.

L'économie sociale et solidaire peut permettre à chacun de trouver sa place. Les personnes dont l'autonomie est insuffisante pour travailler en entreprise « classique » peuvent rejoindre un établissement de l'économie sociale et solidaire où leur sont proposés des activités professionnelles et un soutien médico-social[20].

[19] Emploi, transports publics, offres culturels et de loisirs, voies publiques, habitat collectif...

[20] Il existe 27 ateliers protégés au Luxembourg

L'économie sociale et solidaire est à même de développer des dispositifs d'accompagnement personnalisés[21] de ces personnes dans le cadre d'une démarche d'intégration hors ateliers protégés.

Pour autant le personnel en charge de ces publics devrait développer de nouvelles compétences parmi lesquelles la gestion de personnes en déficit mental.

De même l'économie sociale et solidaire pourrait se saisir de la création, la structuration, l'organisation de formations professionnelles continues [22]permettant de maintenir et de développer les capacités des personnes en situation de handicap.

Réussir l'insertion professionnelle et sociale des migrants/réfugiés

Chaque année, des milliers de personnes sont obligées de fuir leur pays d'origine pour échapper à la guerre, aux catastrophes ou à la misère. Le Luxembourg est devenu une terre d'accueil de certains de ces migrants et va continuer à accueillir des personnes depuis des Etats tiers. Insérer ces nouveaux migrants et améliorer leurs conditions d'existence constitue un véritable défi pour le pays.

L'emploi et le logement des migrants se trouvent par conséquent au cœur des préoccupations.

Pour l'un des membres du focus groupe l'insertion des réfugiés dans le milieu professionnel est un axe qu'il faut développer. Notamment pour répondre à la problématique du manque de main d'œuvre dans certains domaines d'activité.

Un autre CEO fait remarquer que l'intégration des réfugiés doit être adaptée en fonction de l'âge de la personne et pas seulement les jeunes étudiants et les actifs.

Les premiers freins identifiés sont constitués des barrières de la langue et de la capacité à loger les migrants au regard de la pénurie de logement.

Le niveau de qualification professionnelle pourrait en être un autre tout en relevant un niveau de qualification élevé pour une partie des migrants.

L'ESS pourrait fortement contribuer à élaborer et mettre en œuvre des dispositifs d'accompagnement et d'intégration de ces publics (Centres de formation, Logements alternatifs/sociaux, ...)

Rendre le logement accessible

L'accessibilité à un logement reste un défi majeur pour le Luxembourg. Le manque de logements induit des coûts élevés tant à l'acquisition qu'en location.[23] Le loyer moyen pour un appartement dépasse les 1 500 euros, celui d'une maison 2738 €.

[21] Le « Job Coaching » : accompagnement intensif et individualisé d'une personne vers l'emploi et dans l'emploi avec un accent sur l'autonomisation et la responsabilisation de la personne.

[22] Deux tiers des handicapés inscrits auprès de l'ADEM ont un niveau de scolarité inférieur.

[23] Entre le 1er trimestre 2010 et le 2e trimestre 2018, au Luxembourg la hausse annuelle des prix se chiffre à 4,7 % (Julien Licheron, chercheur au Liser)

D'après l'un des CEOs interviewé le problème ne viendrait pas d'un manque de places, puisque environ 1 700 hectares de terrains disponibles ont été comptabilisés par l'observatoire de l'habitat du Luxembourg Mais le foncier constitue aujourd'hui un très bon placement pour les propriétaires qui refusent de vendre (entre 7 et 9% de plus-values par an).

Des alternatives doivent alors se développer pour trouver un bon compromis entre les locataire à revenus modestes et les propriétaires.

Avec un chiffre impressionnant : entre 50 000 et 80 000 logements pourraient être construits sur 2 719 hectares de terrains habitables[24] le potentiel de réalisation existe.

En matière de logement un tournant vers une économie de fonctionnalité permettrait également d'envisager davantage de possibles.

Pour accroître l'offre de logements au Grand-Duché de Luxembourg, un enjeu majeur sera de mobiliser davantage les terrains disponibles détenus par les particuliers et les personnes morales, qui représentent 91,8% du potentiel foncier destiné à l'habitat.

Accompagner les mutations économiques – Digital/Intelligence Artificielle

Le développement de l'intelligence artificielle a commencé à avoir un impact notamment sur le monde bancaire [25]où la mutation s'opère déjà et des métiers sont en cours de disparition. Il faut se préparer à une diminution notable des emplois administratifs. Le défi sera de faire évoluer les populations concernées vers les nouvelles opportunités créées par les nouvelles technologies, la recherche et l'innovation.

Au-delà c'est toute l'économie de services qui pourrait être impactée.[26]

Les principaux freins en ce domaine relèvent de la complexité du sujet et de la nécessité d'acquérir des compétences nouvelles.

Des freins humains liés à la résistance au changement [27]sont également à prendre en considération alors qu'il y a sans doute plus d'opportunités que de menaces dans la transformation numérique.

Le Luxembourg a lancé un programme pour accompagner les mutations liées au digital. « Digital Skills Bridge » « a pour objectif d'accompagner les entreprises et leurs salariés dont l'activité sera profondément affectée par un changement technologique majeur vers une nouvelle organisation et des emplois transformés par ce changement numérique ».

La digitalisation, le Big data constituent de véritables opportunités de reconversion et de développement d'activités économiques. L'économie sociale et solidaire pourrait être un contributeur dans l'accompagnement de ces grandes mutations.

[24] Selon Julien Licheron, chercheur au Liser

[25] Le secteur bancaire représente près de 26.000 emplois au Luxembourg.

[26] Le Luxembourg est un pays constitué à 85 % de services.

[27] La peur du changement liés aux nouvelles manières de procéder au sein de l'entreprise

Former pour accompagner la croissance économique

La formation représente un véritable défi pour le pays. Avec le vieillissement de la population, le manque de main d'œuvre est problématique au Luxembourg. D'ores et déjà il est constaté un manque de main d'œuvre[28] dans certains domaines d'activités notamment la santé, l'encadrement de personnes « fragiles » et dans les secteurs avec peu de qualification avec des métiers peu valorisés. De plus, un grand nombre de travailleurs sont des frontaliers.

Il s'agit d'une part d'intégrer les immigrés, mais aussi augmenter le niveau de formation de base pour faire face aux besoins créés par les nouvelles technologies, le monde de la banque, l'économie numérique, la recherche... Il s'agit aussi pour la formation de répondre à des exigences de qualité et de reconnaissance des contenus dispensés.

De même, il s'agit de promouvoir une véritable culture de l'apprentissage tout au long de la vie pour répondre aux défis liés aux grandes mutations du monde économique.

Il est à relever que le Luxembourg progresse en ce qui concerne le pourcentage d'entreprises formatrices, mais reste à la 10e place au sein de l'Union européenne des 28.[29]

De plus, l'organisation de la FPC -Formation Professionnelle Continue - se trouve bien ancrée dans les grandes entreprises elle est peu structurée dans les petites.

Au-delà, se pose la question de la professionnalisation des personnels de l'économie sociale et solidaire œuvrant notamment sur le champ des personnes âgées et du handicap au regard de la typologie du public accueilli et de l'émergence de nouvelles problématiques.

Le besoin en formation est transversal à de nombreux défis. Un grand nombre d'organismes dispensent des formations[30]. Un portail, lifelong-learning.lu en dresse une cartographie.

La construction de parcours de formation spécifiques liés aux grands défis et aux contenus qualifiés constituerait une véritable opportunité pour répondre aux enjeux de demain. En effet l'un des CEOs pointe :

- le manque de formation au niveau du personnel encadrant les personnes dite « fragiles ».
- le besoin de plus de spécialisation, notamment dans le domaine de la pédagogie.

Un autre précise que son entreprise, emploie du personnel sans qualification (55 000 salariés dans le monde). Des possibilités d'évolution de carrière sont importantes et fréquentes dans son entreprise (un laveur de vitres peut devenir Directeur de site). En France, l'entreprise travaille en lien avec des organismes d'insertion mais

[28] Problématique de main d'œuvre évoquée par deux des CEOs interviewés
[29] Source Statec
[30] 1200 organismes de formation identifiés au Luxembourg.

pas au Luxembourg où l'entreprise rencontre d'importantes difficultés de recrutement.

Des CEOs sont prêts à mobiliser des ressources internes à leur structure pour contribuer à l'ingénierie pédagogique voir à l'animation de modules de formation sur des métiers à destination de secteurs d'activités à impact sociétal.

Le manque de temps dû à une charge élevée de travail, le coût des formations constituent encore des freins même si ces derniers le sont beaucoup moins que dans les pays voisins.

Lutter contre le gaspillage alimentaire, produire plus et mieux.

Afin de faire face à ses besoins pour nourrir ses habitants, le Luxembourg doit réinventer son agriculture. La demande dépasse de loin la production nationale. Même si les surfaces de production continuent à augmenter d'année en année, la production locale en fruits et légumes au Luxembourg ne couvre malheureusement que 5% de la consommation nationale.

Selon l'un des participants au focus groupe le commerce alimentaire est remis en question par les consommateurs qui ne disposent pas suffisamment d'informations sur la provenance des produits et leur intérêt pour l'Homme. De nombreux consommateurs sont aujourd'hui préoccupés par la manière de fabriquer et le sérieux des gros producteurs. Le véritable challenge est de rendre le pouvoir aux consommateurs .

Relevons parmi les freins de nombreux facteurs tels que les conditions climatiques et pédologiques peu favorables, le coût élevé de la main-d'œuvre ou encore l'accès à l'eau qui rendent l'extension des surfaces cultivables difficiles ou hors de prix.

La permaculture, l'agriculture biologique, l'agriculture urbaine, peuvent constituer des solutions d'avenir.

Mettre en œuvre une meilleure gestion des déchets

Le défi de l'économie circulaire comme déclinaison opérationnelle aux principes fondateurs du développement durable constitue un enjeu majeur.

Il s'agit d'apporter des réponses à l'ensemble des problématiques sociales, économiques et environnementales liées aux modes de production et de consommation actuels au Luxembourg face à la raréfaction des ressources premières, des enjeux d'une transition écologique solidaire et des coûts associés.

Gestion des déchets, recyclage, réutilisation, circuits courts... sont autant de défis.

Un dirigeant présent au focus groupe précise qu'au Luxembourg les chaudières usagées finissent toutes à la déchetterie. La fondation d'un important fabricant souhaite créer une filière de recyclage de ses propres appareils en y intégrant l'aspect « social ».

Sur ce point précis, une expérimentation a déjà été menée : des chaudières ont été démontées, le temps de démontage a été comptabilisé, les matériaux de valeur

à récupérer ont été identifiés. Les acteurs de la filière (personnes en insertion pour le démontage) ont été identifiés et mis en relation La problématique se situe aujourd'hui au niveau de la modélisation de cette filière qui nécessite une étude de faisabilité afin de vérifier la viabilité globale du projet.

Des CEOs précisent par ailleurs que les entreprises au Luxembourg ont la volonté de développer l'ESS notamment sur le secteur de la gestion des déchets mais ont besoin d'un accompagnement.

La problématique des déchets du bâtiment au Luxembourg est soulignée par le CEO d'un cabinet d'architecture. 84 % des déchets au Luxembourg proviennent du bâtiment contre seulement 30 % en Europe.

La déconstruction du parc immobilier se trouve à l'origine d'une augmentation notable des déchets. Aujourd'hui rien n'est en place pour les éliminer de façon systématique et/ou les réutiliser, les recycler.

Il s'agit principalement de freins techniques, de l'absence ou de la faiblesse de filière structurée, de l'identification et/ou de l'existence de débouchés permettant la commercialisation de la matière première issue du recyclage.

Sans omettre les changements nécessaires de comportement.

Pour ce qui relève d'une gestion responsable des déchets du bâtiment et plus particulièrement sur le plan de la réutilisation et/ou du recyclage, l'absence d'identification des matériaux, volumes et filières possibles constitue un obstacle majeur.

L'ESS peut être un véritable promoteur des boucles de valeur de l'économie circulaire contribuant ainsi à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement tout en contribuant au bien- être et à la solidarité.

Des compétences techniques existent. Les CEOs peuvent mobiliser leurs experts internes quant aux hypothèses de réutilisation de certains produits et des risques éventuels induits pour les consommateurs (exemple : les chaudières).

3. ESS et transformations sociales/sociétales

L'ESS au Luxembourg se détache de l'image habituelle d'une économie supplétive de compensation et réparation de « mal-être sociaux » pour s'émanciper d'une fonction de recours de l'Etat providence. Sa reconnaissance en tant que secteur statutaire de l'économie est d'autant plus forte depuis la loi de 2016 créant le statut SIS.

Aujourd'hui se pose la question de la contribution des acteurs de l'ESS et plus largement celle des entreprises dans des dynamiques d'innovation sociale à même de répondre aux mutations économiques et défis sociétaux.

Quelques exemples d'initiatives issues d'ESS basées en Europe et hors UE mettent en évidence le potentiel de contribution de ce secteur aux enjeux sociétaux et à l'économie d'un pays.

Certaines initiatives sont transversales à différents enjeux.

L'Economie Sociale et Solidaire et les enjeux du vieillissement

Des initiatives socialement innovantes au sein et en dehors de l'Europe répondent au défi du vieillissement, aux préoccupations des personnes âgées.

L'ESS est reconnue comme particulièrement légitime pour répondre aux besoins des séniors parce que capable de concilier valeur ajoutée sociale et activité économique.

AT HOME – Europe –
vise à développer des expériences et approches innovantes interprofessionnelles autour du maintien de la personne âgée à domicile. Ce projet européen est mené par un consortium de 7 partenaires émanant de France, Belgique, Portugal et Espagne.

Le Groupe SOS et l'hébergement spécialisé – France –
Le groupe SOS gère 350 établissements dont l'EHPAD Hector Berlioz qui accueille des personnes âgées dépendantes physiquement et/ou psychiquement de plus de 60 ans. L'établissement compte notamment 2 unités Alzheimer, et 5 places d'hébergement temporaire. Les soins sont réalisés par du personnel soignant, paramédical et médical diplômé. De plus a spécificité de cet EHPAD est d'accueillir des travailleurs migrants vieillissants issus de foyers.

Senior Mobilité -France –
Développé par la Scop Cityzen Mobility, Senior Mobilité est un service de taxis partagés destiné aux personnes âgées, notamment isolées et à faibles revenus. L'originalité de Senior Mobilité est de répondre aux difficultés de mobilité des personnes âgées en coordonnant, optimisant et mutualisant les autres services existants pour parvenir à une offre complète facilitant mobilité-sorties-santé. Le dispositif permet aux personnes âgées de bénéficier de trajets à prix réduit (les coûts étant partagés).

L'Economie Sociale et Solidaire et l'inclusion des handicapés dans la société

Le regard sur le Handicap change. Le travail accompli par le secteur de l'ESS en matière d'inclusion de public handicapé contribue à cette évolution et participe pour beaucoup à l'inclusion de ces publics dans la société.**« Le Goût des autres » IME « La Pinède » - France** Un camion de restauration, créé par un institut médico-éducatif La Pinède, permet à des personnes en situation de handicap de s'insérer et d'aller à la rencontre de clients.

Compéthance – France -
Cette Entreprise Adaptée a pour objectif principal est de faciliter l'intégration des personnes en situation de handicap dans les métiers du numérique. Son projet s'adresse notamment aux personnes autistes Asperger éloignées de l'emploi, au travers d'une formation spécifique leur permettant de devenir « développeur web » et d'être accompagnées et recrutées en CDI.

« **Investir le numérique pour développer l'e-inclusion » (INDI)- France -**
Projet porté par l'APF France Handicap qui vise à rendre les outils informatiques accessibles aux personnes en situation de handicap.

L'Economie Sociale et Solidaire et l'insertion des migrants/réfugiés

L'insertion des migrants/Réfugiés est un processus long et complexe. En Europe des entreprises de l'économie sociale et solidaires et plus largement de grandes entreprises du secteur marchand (Audi, Bayer...) s'engagent pour réussir le défi de l'intégration des migrants/réfugiés.

Singa -France -
Cette association a pour objectif de "connecter les réfugiés à la société civile". en leur fournissant des espaces de co-working ainsi que des incubateurs pour les aider à monter leurs sociétés ! En effet, Singa aide les réfugiés qui exerçaient des fonctions prestigieuses par le passé à retrouver un avenir professionnel.

L'Economie Sociale et Solidaire et les enjeux du logement

Faire face à la crise du logement constitue un enjeu important pour beaucoup de pays. Des initiatives souvent innovantes portées par l'ESS contribuent à apporter des réponses à cette problématique (Logements coopératifs, Agences immobilières sociales, auto-promotion...)

Les coopératives d'habitants (Allemagne, Norvège, Suède, Italie, France.. .)
La principale caractéristique de ce type d'habitat est de passer d'une logique de l'immobilier marchand à un "droit d'habiter". «Une coopérative s'inscrit dans une logique de compression des coûts, depuis la construction jusqu'aux prestations collectives prévues dans l'immeuble, en passant par la mutualisation de l'apport financier en vue d'accéder au crédit bancaire». Un type d'habitat pouvant intéresser des séniors qui ne se voient pas en maison de retraite.

Les « Baugruppen » -Allemagne -
L'habitat en auto-promotion. Ces opérations sont réalisées par des habitants issus des «couches intermédiaires post-industrielles » désirant choisir leur cadre de vie et mettre en place des conceptions innovantes de logements alternatifs à l'offre standardisée.

Habitat et Humanisme -France –
Une AIVS (Agence Immobilière à Vocation Sociale) qui a un double objectif : favoriser l'accès et le maintien des personnes fragilisées dans un logement autonome tout en sécurisant le risque locatif du propriétaire, mobiliser des logements du parc privé pour loger les personnes en difficulté, en proposant des dispositifs adaptés aux propriétaires, notamment l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

La Fédération des AIS (FEDAIS)
La FEDAIS est une asbl qui coordonne 23 Agences Immobilières Sociales (AIS). Ces dernières ont pour mission de socialiser une partie du marché locatif bruxellois. Elles gèrent la location de logements qui appartiennent principalement à des propriétaires privés et les mettent en location à un prix abordable, à destination de ménages à revenus modestes.

Les castors – France –
Fondée en 1950 en Bretagne par quelques personnes de modestes conditions venues à l'auto-construction par nécessité, l'association est aujourd'hui implantée au niveau national et compte près de 50 000 adhérents. Les castors proposent un ensemble de services à ses adhérents : liste d'artisans locaux et entreprises agréées, tarif préférentiel et promotions pour les membres, organisation de rencontres entre auto-

constructeurs, échange d'expérience et coup de main, conseils d'achat, assistance pour les plans et permis de construire, ...

L'Economie sociale et solidaire et les mutations économiques (Digital/IA)

Pour relever le défi des mutations économiques, les initiatives issues du secteur de l'économie sociale et solidaire apportent des solutions en plaçant les enjeux humains et environnementaux au cœur des préoccupations.

Le projet EUnited We Code, une pédagogie innovante aux métiers du digital à destination de personnes peu qualifiées, mise au point par l'entreprise sociale et solidaire Simplon.co sera plus largement diffusée en Europe.

SIMPLON.VE(France et Etranger)

Un réseau de fabriques solidaires et inclusives qui propose des formations gratuites aux métiers du numérique. Implanté un peu partout en France et à l'étranger. L'objectif de Simplon.VE est de faire du numérique un véritable levier d'inclusion et révéler des talents parmi des publics (dont ceux éloignés de l'emploi) peu représentés dans le secteur. Simplon a élaboré le programme « Refugeeks », une formation intensive et qualifiante au développement web pour les personnes réfugiées.

L'Economie sociale et solidaire et les enjeux de la formation

Le secteur de L'ESS fait preuve d'initiatives innovantes face aux mutations professionnelles, aux besoins en formation de publics éloignés de l'emploi.

Sous forme associative, de coopérative ou autre statut de l'ESS, ce secteur déploie une ingénierie et une offre de formation pertinente.

« Colour Kitchen » : les restos de la deuxième chance -Pays-Bas-

La fondation The Colour Kitchen a ouvert quatre restaurants et 19 services de traiteur à domicile au Pays-Bas. Au total, elle compte 160 salariés professionnels et 180 étudiants en formation.

Grâce à une formation en cuisine et en salle prodiguée dans les établissements de la fondation, l'ambition de The Colour Kitchen est de permettre à ces personnes éloignées de l'emploi de regagner confiance en elles et en leurs aptitudes afin de leur permettre de se réinsérer dans le milieu professionnel.

Les transmetteurs – France-

Association qui propose notamment une formation pour Accompagnant(e) au domicile de personnes à fragilités multiples ayant pour objectif d'améliorer la prise en charge quotidienne des personnes fragiles à leur domicile et de coordonner une équipe d'aides à domicile. Les accompagnant(e)s peuvent alors intervenir autant sur les aspects pratiques de l'assistance quotidienne et auprès de la personne, que sur les aspects sociaux ou sanitaires.

SCOP Ecozimut – France –

Parmi de nombreuses scop organismes de formation, Ecozimut dispense des formations orientées développement durables telles : « Construire avec les matériaux biosourcés », « La terre crue dans la construction », « Les bâtiments durables », « Les clés de la construction passive », « les bâtiments bas carbones », « le Bim au service de

l'environnement »...à destination de particuliers, responsables de formation, centres de formations professionnels ou encore entreprises.

L'Economie sociale et solidaire et les enjeux de l'alimentation et de La lutte contre le gaspillage alimentaire

Lutter contre le gaspillage alimentaire tout en développant l'emploi, en réduisant les déchets et leurs coûts de traitement est une des résultantes de l'innovation sociale portée par l'ESS.

La Brouette, agriculture urbaine et écocitoyenneté -Canada –
ESS qui a pour objectif de développer et promouvoir l'agriculture urbaine et un mode de vie sain et écoresponsable auprès des citoyens, organismes, institutions, entreprises et municipalités de la Mauricie.
« La Brouette », offre des services tels : ateliers, formations et conférences, services-conseils et accompagnement, aménagement et entretien de potagers, coordination de projets.

Le groupe Nutriset **– Pays en voie de développement -**
Ce groupe agro-alimentaire tente de promouvoir le progrès social en procédant à la mise en place d'un réseau de producteurs franchisés dans les pays en voie de développement. Par cette initiative, le groupe parvient à contribuer au développement d'une économie locale aidant à la résolution des problèmes de malnutrition tout en favorisant la création d'emplois.

« Drive des Champs » - France -
Site internet qui permet de constituer son panier de produits frais et de saison proposés par des producteurs et de le récupérer au Drive ou à un point relais fermier de son choix.

« Eco'Cook » – France -

Une ESS qui allie lutte contre le gaspillage, circuits courts et création d'emplois.
Cette conserverie d'insertion récupère et transforme des invendus de fruits et légumes dans le cadre d'une filière locale de collecte.
Les surplus et autres fruits et légumes sont transformés en bocaux. L'association apporte ainsi une réponse à un défi majeur sur son territoire tout en favorisant le développement des circuits-courts.

« Les Jardins de Solène » – France –
L'ESS « Les Jardins de Solène » collecte des fruits et légumes frais et de saison dits «déclassés » directement auprès des producteurs locaux afin de les proposer sous vide, prêts à cuisiner par les cuisines de restauration collective (d'hôpitaux, maisons de retraite, crèches…).

L'ESS emploie dans sa légumerie des personnes en situation de handicap, et favorise leur insertion professionnelle en milieu ordinaire. Les jardins de Solène encouragent ainsi une économie de proximité et des circuits d'alimentation responsables.

Restaurant « Simone Lemon » - France -
Cette structure propose un buffet de plats préparés à partir des fruits et légumes invendus.

Cœur de Couleur Lab – France
Cette entreprise crée des pigments naturels à base de déchets alimentaires. Elle lie lutte contre le gaspillage alimentaire et développement de produits à forte valeur ajoutée (cosmétique, peinture, encre...).

Les Agri-Urbains du Hainaut (AUH) - France -
Promotion d'une agriculture urbaine protectrice de la biodiversité, rapprochant les habitants de leur environnement naturel, porteuse d'un mieux-vivre social par l'insertion. Le projet de ferme urbaine lancé en 2017, sur un terrain situé à proximité de quartiers prioritaires de Valenciennes, vise à permettre aux habitants de travailler bénévolement sur les techniques de production agricoles, de se former à la bonne alimentation, à la biodiversité ; mais de former aussi des personnes en insertion et de les accompagner en installation professionnelle après leur passage.

AUH est membre du réseau national des **Cols Verts**, réseau associatif qui développe des activités en lien avec l'agriculture urbaine et la transition alimentaire. L'objectif est de permettre à tous les urbains de se nourrir sainement et localement, de protéger la biodiversité, de créer du lien social ou encore rapprocher les urbains de la nature.

CIPRES – France –

Cette ESS vient de lancer une activité de recyclage de pain en atelier d'insertion. Le pain récupéré est transformé en chapelure à destination exclusivement animale. Cette activité privilégie l'accueil d'un public féminin et répond à des besoins économiques, sociaux, environnementaux et financiers. Sur un rayon de 100 km autour de Montreuil/Mer, il n'existe pas de structure qui développe ce type d'activité. Le secteur est propice à la collecte et à la vente, le milieu est rural. Les bénéficiaires de ce projet développent des compétences en collectant le pain et en vendant le produit fini.

Bon et Bien – France –

Entreprise sociale dont l'objectif est de produire des soupes avec des légumes jugés inappropriés pour le marché en employant des personnes éloignées de l'emploi depuis une longue durée.

L'entreprise sociale a été cocréée en 2015 par la société familiale canadienne McCain et Thomas Pocher, propriétaire de trois supermarchés E.Leclerc, avec le soutien financier de Randstad , le soutien éthique des Banques alimentaires françaises et avec le support en termes de bassins d'approvisionnement du GAPPI (le réseau des producteurs de pommes de terre français). À ce jour, cette initiative a permis de sauver plus 150 tonnes de légumes et Bon et Bien a fourni des opportunités de formation et d'emploi, via le réseau et l'expertise de Randstad, à 20 personnes, en ligne avec son objectif social.

Avec beaucoup de bienveillance et après quatre années de soutien au développement de Bon et Bien, McCain et Thomas Pocher cofondateurs ont convenu de transférer l'activité au sein de TMT.

TMT est une nouvelle société créée par Thomas Pocher. TMT intégrera Bon et Bien dans ses activités de restauration, avec la reprise de la marque, la poursuite d'objectifs sociaux et environnementaux ainsi que le maintien du personnel présent à ce jour.

Les structures de l'ESS ne cessent d'innover en matière de gestion des déchets, de recyclage, de réutilisation, d'économie circulaire, plus globalement de développement durable . Leurs initiatives place toujours l'humain au cœur des projets, certaines d'entre-elles vont jusqu'à emprunter le mode start-up.

Plastic Bank : convertir les déchets plastiques en argent liquide - Canada
Plus de 12,7 millions de tonnes de déchets plastiques finissent dans la mer chaque année. Que faire ? Une start-up de l'économie sociale a décidé d'agir. Non seulement elle paie des ramasseurs de plastique, mais recycle le plastique ramassé et le met à la disposition des communautés des imprimantes 3D qui fabriquent, à partir du plastique recyclé, des objets pouvant être utilisés ou vendus par ces mêmes personnes. Par ailleurs, Plastic Bank encourage les entreprises à modifier leur emballages pour générer moins de déchets.

Total et les déchets plastiques
La Fondation Total Sénégal s'engage dans la lutte contre les déchets plastiques. En partenariat avec une société industrielle sénégalaise spécialisée dans la collecte et le recyclage de déchets plastiques (PROPLAST Industrie). Des opérations de collecte et rachats de déchets plastiques sont mises en œuvre concomitamment à des actions d'animation de sensibilisation à l'intention de la population.

Wood recycling project - Grande Bretagne –
un projet basé sur la collecte de différentes catégories de bois usagés issus de chantiers de rénovation, les trie et les valorise pour les vendre dans sa boutique sous forme de bois de chauffage, de meubles ou d'éléments de bricolage. Un concept qui a été décliné en franchise (25 franchisés).

« Advanced Biodiesel in circular economy for low carbon public transports » - France -
Une initiative de GECCO une ESS qui vise à développer une filière d'économie sociale fondée sur le recours aux huiles alimentaires usagées (HAU) pour la production de carburant respectueux de l'environnement.
GECCO a noué des relations avec deux organisations internationales « RREUSE » et « Pour la Solidarité » avec pour objectif de trouver des partenaires hors France.

Recumadrid -Espagne-
une coopérative d'initiative sociale (à but non lucratif). Son objectif principal est l'insertion sociale et professionnelle des personnes menacées d'exclusion. L'activité de cette coopérative se concentre sur la collecte, la récupération et le recyclage de biens et encombrants dans la Communauté de Madrid.

Som Energia -Espagne-
Une coopérative de commercialisation/production d'énergie renouvelable à but non lucratif.

IKEA -Inde –
Ikéa Inde contribue à l'amélioration de l'air indien en recyclant la paille de riz dans ses meubles en kits. Le projet est mené en collaboration avec des chercheurs, des associations, des entreprises et des agriculteurs locaux.

« Maximum » - France -

Cette ESS travaille en partenariat avec des industriels, elle analyse leurs process et identifie les potentiels de valorisation de leurs chutes de fabrication.
Maximum se sert de ces chutes pour concevoir et fabriquer du mobilier.

PlasticKetic – France –

Cette ESS confectionne du mobilier éco-conçu qui s'inscrit dans une démarche d'upcycling en transformant les bouteilles PET en nouveaux produits (Mobilier et déco. Exemple la chaise « KusKus Chair » conçue et commercialisée par PlastiKetic et recyclabe à 100 %.

The Big Lemon – Grande Bretagne -
Une entreprise de l'économie sociale et solidaire qui propose un service de bus rapide, peu cher et écologique. La flotte des véhicules roule à l'huile de friture collectée dans les restaurants de l'agglomération.

La Ferme des Hauts de Lorette - France –
est une association d'insertion créée en 1992 à Condé sur L'Escaut. Depuis sa création, la Ferme s'est développée régulièrement en collant aux besoins du territoire et a accueilli 1 200 personnes en insertion.

Depuis 2015, elle développe une nouvelle activité autour du bois, l'Escale des 3 Bois. Il s'agit de la récupération et collecte de bois de palettes, bois flotté, bois de touret et de leur réemploi comme matière première pour différentes réalisations en décoration ou en mobilier écologique. Cette action est principalement destinée à un public féminin qui retrouve ainsi estime de soi, confiance, sens du travail en équipe. Ces objets de qualité sont ensuite mis en vente.

SYNTHESE

Au travers des enjeux, défis sociétaux, mutations économiques en perspectives et des exemples d'initiatives mises en œuvre par le secteur de l'ESS au sein et hors Europe, se dégagent huit secteurs d'activités potentiels à forte valeur ajoutée sociale au Luxembourg.

Pour chacun de ces secteurs des leviers de développement peuvent être aujourd'hui identifiés.

Secteur 1 : L'accompagnement des personnes âgées

1.	Favoriser la création par l'ESS de structures d'accueil pour personnes âgées dépendantes y compris pour les seniors sans-abris.
2.	Favoriser la création par l'ESS de structures et/ou habitats alternatifs pour seniors.
3.	Impliquer l'ESS dans la création de passerelles pour accompagner les grandes mutations professionnelles d'autres secteurs d'activités et ainsi favoriser les recrutements et reconversions dans le secteur des personnes âgées.
4.	Favoriser le développement par l'ESS de plateformes de services de proximité.

Secteur 2 : L'inclusion des personnes en situation de handicap

5.	Favoriser l'accès de personnes en situation de handicap au marché ordinaire de l'emploi par le renforcement, le déploiement, la réplication de dispositifs d'accompagnement innovants
6.	Favoriser l'intégration dès la conception en prenant en compte la question de la mobilité et de l'accessibilité future au niveau de l'habitat collectif et/ou individuel (Habitat adaptable – Accessibilité durable).
7.	Favoriser la création par l'ESS d'un dispositif de formation continue adapté pour permettre aux personnes en situation de handicap de gagner en compétence.

Secteur 3 : Le logement

8.	Favoriser le développement de la « location » [31] de terrains pour de nouvelles formes de logements
9.	Favoriser la création d'un observatoire de l'ESS permettant d'identifier, évaluer, valoriser les pratiques et initiatives[32] de l'économie sociale et solidaire en matière de logement et encourager leur réplication.

[31] Exemple de L'AIS (Agence Sociale Immobilière) département de la Fondation pour l'Accès au Logement.
[32] Exemple de L'AIS (Agence Sociale Immobilière) département de la Fondation pour l'Accès au Logement.

10.	Favoriser le développement par l'ESS de modules d'habitations faciles à monter et à démonter sur les terrains [33] (habitat modulaire...)
11.	Favoriser le développement de logements sociaux, la création d'ESS de promotion immobilière (accompagner les promoteurs immobiliers sociaux) [34]
12.	Favoriser l'écoconstruction, la fabrication d'écomatériaux et le recyclage des déchets du bâtiment.
13.	

Secteur 4 : L'intégration des migrants/réfugiés

14.	Amplifier le dispositif de stages de courte durée permettant aux migrants de travailler temporairement sans pour autant avoir un statut définitif octroyé. Répliquer les initiatives de l'ESS en ce domaine.[35]
15.	Favoriser l'élaboration par l'ESS de formations dédiées, spécifiques et adaptées à la maîtrise d'au moins une des trois langues administratives et judiciaires du pays (luxembourgeois, français et allemand)[36] constituant des passerelles pour l'emploi[37].
16.	Favoriser la mise en relation professionnelle des ressortissants de pays tiers séjournant légalement sur le territoire ainsi que les bénéficiaires de la protection internationale en incitant l'ESS à renforcer et répliquer les initiatives existantes[38]
17.	Favoriser la mise en réseau d'organismes et structures de l'économie sociale et solidaire qui travaillent dans l'insertion socio-professionnelle afin d'en faire bénéficier les migrants.
18.	Favoriser la création d'entreprises (commerce, artisanat...) par les migrants.
19.	Accompagner un changement de paradigme au niveau des recrutements (méthode de recrutement par compétences ou simulation).

[33] Projet porté par AIS

[34] Projet porté par AIS

[35] Pour exemple, le projet « Connections » de l'ASTI (Association de soutien aux travailleurs immigrés).

[36] Plus de 40 % des offres d'emploi correspondent à des profils trilingues (Université du Luxembourg, d'après un échantillon d'offres d'emploi parues dans le Luxemburger Wort.

[37] L'exemple du Projet « Passerelles pour l'emploi » de Caritas Luxembourg mérite d'être évalué, renforcé pour de possible réplications.

[38] Exemple du Comité de liaison des associations d'étrangers (CLAE) - Projet « InSitu Jobs » -

Secteur 5 : La formation professionnelle continue pour tous

20.	Certifier les organismes privés et formations dispensées.
21.	Construire avec le concours de l'ESS (et en l'impliquant dans la mise en œuvre) des parcours de formation spécifiques en lien avec les grands défis en prenant en considération les questionnements et expériences de l'économie sociale et solidaire.
22.	Développer, financer des formations spécifiques pour le personnel en charge des personnes âgées dépendantes.
23.	Favoriser la mise en place par l'ESS de formations adaptées pour le personnel encadrant les personnes atteintes de démences
24.	Labelliser des parcours de formation spécifiques[39]
25.	Encourager les formations aux métiers de bouche (boulangerie, boucherie, …)

Secteur 6 : Alimentation/Lutte contre le gaspillage

26.	Encourager la création par l'ESS de jardins partagés, jardins sur les toits, ruches sur les toits, agriculture verticale,…
27.	Favoriser les initiatives de l'ESS en matière de lutte contre le gaspillage, évaluer et accompagner à la réplication des initiatives existantes.[40] (Exemple : Création de légumeries)
28.	Favoriser les circuits courts développés par l'ESS
29.	Favoriser les initiatives de l'ESS portant sur la fabrication de repas à partir de surplus alimentaires des grandes surfaces (exemples : Création de conserveries et de services traiteurs...)

Secteur 7 : Accompagner les mutations (Digital/Intelligence artificielle)

30.	Faire de l'ESS un levier de l'accompagnement des mutations technologiques au sein des entreprises (NTIC – Digitalisation – Intelligence Artificielle...)
31.	Favoriser des transmissions de l'économie sociale vers le « secteur numérique » et inversement afin d'échanger sur des synergies potentielles.
32.	Identifier, évaluer, et favoriser le développement d'initiatives en matière d'inclusion numérique[41].
33.	Faire du numérique un levier de l'innovation sociale

Secteur 8 : Gestion des déchets, recyclage, réutilisation, économie circulaire

[39] Exemple parcours « Silver Economie » - « ESS et handicap » - « Ess et intégration professionnelle »…
[40] Exemple de la Fédération HORESCA au Luxembourg
[41] Exemple du projet Digi4All mené par l'Asbl Digital Inclusion

34.	Favoriser la création de boucles de flux de matières et d'énergie de proximité.
35.	Favoriser la mutualisation des ressources pour éviter le gaspillage.
36.	Accompagner, encourager le développement de filière de recyclage par l'ESS pour les producteurs de déchets
37.	Favoriser la rencontre entre l'offre et la demande matière de recyclage/réutilisation en s'appuyant sur l'essor des technologies numériques. (Banque des déchets en ligne créée et gérée par l'ESS)
38.	Favoriser l'identification, le recensement, la traçabilité des matériaux issus de la déconstruction réutilisables/recyclables.
39.	Impliquer l'ESS dans la création d'une banque de données en ligne de pièces détachées réutilisables et garanties.
40.	Impliquer l'ESS dans la création d'une banque des matériaux recyclables/réutilisables du bâtiment permettant de réduire les coûts de construction et offrir davantage de logements.

L'économie sociale et solidaire constitue une excellente opportunité pour accompagner les mutations sociétales, provoquer les changements nécessaires en matière de développement durable, tout en favorisant les activités économiques à finalité sociale.

Toutefois il est à noter que la perception de l'économie sociale et solidaire revêt encore des connotations défavorables. Certains CEOs considèrent que le secteur social n'est pas suffisamment pris au sérieux et qu'Il y a encore une forme de mépris de la part de dirigeants.

Le statut SIS constitue une véritable opportunité en apportant un cadre juridique pour le développement du secteur de l'ESS.

Des initiatives privées accompagnent d'ores et déjà le développement d'entreprises de l'économie sociale et solidaire tant en matière de fonds d'investissement qu'en conseil en management et stratégie[42]. Il est cependant nécessaire de concevoir des dispositifs favorisant l'émergence de projets (financement d'étude de faisabilité, fonds d'amorçage...).

L'introduction de clauses sociales dans les marchés publics ouvre l'accès à tout un pan de l'économie à l'ESS favorisant le développement de ce secteur et la création d'emplois.

Au-delà, si l'économie sociale et solidaire doit être une réelle alternative au modèle capitalistique sans se substituer à l'Etat pour apporter des réponses aux grands défis sociaux, des domaines prioritaires nécessitent incitation, soutien public renforcé.

Préciser ces priorités nécessite d'interroger plus largement le monde économique et le secteur de l'économie sociale et solidaire sur leurs aspirations, potentialités

[42] Exemple de la société Innpact

ainsi que leur volonté et capacité de s'inscrire dans les politiques publiques à visée sociale ou sociétale par la création ou le développement d'activités.

De même une exploitation et un croisement de données statistiques récentes sur les séniors, les services aux personnes âgées, l'emploi, les réfugiés, le handicap...seraient de nature à confirmer les potentiels de développement et positionnement de l'ESS sur certains secteurs d'activités enjeux de mutations sociétales.

Concomitamment la mise en place d'un observatoire permettant de dresser un état des lieux fiable et exhaustif du secteur de l'économie sociale et solidaire semble clef pour pouvoir à terme mesurer l'évolution de son poids et de sa contribution à l'économie du pays.

Pour conclure, le dynamisme des entreprises et leur capacité à innover constituent un véritable levier à l'émergence d'activités d'économie sociale et solidaire pour autant – en ce qui concerne le Luxembourg - qu'au-delà du statut de la SIS un cadre favorisant leurs initiatives soit élaboré.

A la croisée des politiques publiques, des biens communs et des enjeux sociétaux l'entrepreneuriat social démontre au travers de nombreux exemples en Europe et dans le monde sa capacité à relever le défi d'un développement soutenable.